

CONTRAT RELATIF AU SERVICE SUITE ENTREPRISE.com

Conditions générales

PREAMBULE

Le Client et la Banque Populaire Occitane ont préalablement (ou concomitamment) conclu un contrat d'échanges de données informatisées conformément au protocole interbancaire EBICS afin de permettre l'utilisation du **Service SUITE ENTREPRISE.com**.

Le Client est équipé d'un accès au réseau Internet et souhaite utiliser cet accès pour la gestion de ses flux bancaires en ligne et pour effectuer ses télétransmissions ;

La Banque souhaitant faire bénéficier le Client de la souplesse apportée par les nouvelles technologies de communication a développé un service dénommé **SUITE ENTREPRISE.com** permettant la mise en œuvre du service de télétransmission.

Ceci exposé,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Administrateur : personne physique désignée par le représentant légal du Client dans les Conditions Particulières responsable du paramétrage du Service et interlocuteur de la Banque concernant l'utilisation du Service. Pour lutter contre les tentatives de fraude aux virements, il est fortement recommandé que l(es) Administrateur(s) soi(en)t une personne différente de celles autorisées à créer des fichiers de télétransmission dans le cadre du Service. Il est conseillé de nommer 2 administrateurs.

Banque : désigne la Banque Populaire Occitane qui fournit le Service **SUITE ENTREPRISE.com** au Client, en vertu du présent contrat conclu entre eux et auprès de laquelle le Client et, le cas échéant, la(les) Société(s) pour le compte de laquelle(lesquelles) il agit, détiennent un ou plusieurs comptes courants et ont souscrit un abonnement au protocole EBICS.

Banques Tierces : désigne les autres banques auprès desquelles le Client et, le cas échéant, la(les) Société(s) pour le compte de laquelle(lesquelles) il agit, détiennent un ou plusieurs comptes courants et ont souscrit un abonnement au protocole EBICS.

Client : désigne la personne morale ayant conclu le présent contrat avec la Banque, titulaire d'au moins un compte courant dans les livres de la Banque et, le cas échéant, d'un ou plusieurs comptes auprès de Banques Tierces et qui a souscrit un abonnement EBICS auprès de l'ensemble de ces banques. Le Client peut paramétrer et gérer dans **SUITE ENTREPRISE.com** des comptes détenus par une ou plusieurs Sociétés appartenant au même groupe, dans le cadre d'une convention de gestion de trésorerie intra-groupe conclu entre le Client et cette(ces) Société(s).

Compte(s) : désigne le ou les comptes courants paramétrés dans **SUITE ENTREPRISE.com** par le Client et que le Client et, le cas échéant, la(les) Société(s) pour le compte de laquelle(lesquelles) il agit, détiennent auprès de la Banque ou de Banques Tierces.

Contact Privilégié : personne physique désignée aux Conditions Particulières, destinataires d'informations sensibles adressées par la Banque liées au paramétrage et à l'activité du Service.

EBICS : désigne un protocole interbancaire de télétransmission en vigueur en France.

Fichiers de télétransmission ou fichiers : désigne les fichiers normalisés d'opérations bancaires (format CFONB ou XML).

Identifiants EBICS : paramètres communiqués par la Banque permettant la mise en œuvre de transferts conformes au protocole EBICS.

Serveur EBICS : serveur bancaire conforme à la norme EBICS.

Service SUITE ENTREPRISE.com ou Service : désigne l'offre de Service de communication bancaire qui comprend les fonctionnalités de base appelées **SUITE ENTREPRISE.com** décrites à l'article 3.1 du présent contrat, assorties ou non de modules complémentaires.

Site : désigne le site Service **SUITE ENTREPRISE.com**.

Société(s) : personne(s) morale(s) faisant partie du même groupe que le Client et dont le Client est autorisé à gérer les comptes qu'elle(s) détient(détiennent) auprès de la Banque ou de Banques Tierces, dans le cadre d'une convention de gestion de trésorerie intra-groupe conclue entre le Client et cette(ces) Société(s). Le Client peut ainsi paramétrer et gérer ces comptes dans **SUITE ENTREPRISE.com**.

SUITE MOBILE ou Application Mobile : désigne l'application permettant l'accès à certaines fonctionnalités du Service **SUITE ENTREPRISE.com**, sur smartphone ou sur tablette via une connexion internet. L'application **SUITE MOBILE** doit être téléchargée à cette fin sur ces appareils, lesquels doivent avoir été préalablement paramétrés dans le service **SUITE ENTREPRISE.com**.

Utilisateurs : désigne les personnes physiques habilitées par et sous la responsabilité du Client à utiliser tout ou partie du service **SUITE ENTREPRISE.com**. L(es) Administrateur(s) crée(nt) les comptes Utilisateurs dans le Service.

ARTICLE 2 – OBJET DU SERVICE SUITE ENTREPRISE.com

Le présent contrat a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles la Banque met à la disposition du Client le service **SUITE ENTREPRISE.com** via un site portant le même nom et/ou son Application Mobile (ci-après « le Service »).

SUITE ENTREPRISE.com comprend :

- Un accès au Site **SUITE ENTREPRISE.com** via une URL dédiée ;
- L'installation d'une Application Mobile sur un ou plusieurs appareils mobiles du Client pour donner un accès à distance à certaines fonctionnalités du Service.

Le Client s'engage à n'utiliser le Service que dans le cadre du présent contrat.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DU SERVICE SUITE ENTREPRISE.com

SUITE ENTREPRISE.com est proposé en complément du protocole de télétransmission bancaire EBICS TS. Il se compose de fonctionnalités de base appelées **SUITE ENTREPRISE.COM** auxquelles le Client peut rajouter des modules complémentaires

3.1 Les fonctionnalités de base du Service : SUITE ENTREPRISE.com :

L'abonnement **SUITE ENTREPRISE.COM** soumis aux conditions tarifaires prévues à l'article 11 et dans le contrat relatif au service Suite Entreprise.com, comprend les fonctionnalités suivantes :

- Le suivi des Comptes paramétrés dans **SUITE ENTREPRISE.com** et des opérations sur ces Comptes : consultation des soldes, recherche et historique des écritures dans la limite de 18 mois en ligne ;

- La saisie d'ordres unitaires, l'import de fichiers d'opérations, la validation et l'envoi de Fichiers de télétransmission pour les opérations suivantes exécutées conformément aux dispositions de la convention de compte courant et le cas échéant de la convention d'émission de prélèvement SEPA que le Client ou chaque Société dont il gère les comptes a conclues avec la Banque, ainsi qu'avec chaque Banque Tierce concernée :

- Le virement SEPA « SCT » ;
- Le prélèvement SEPA ;
- Le virement international ;
- Les effets de commerce ;
- La consultation des relevés de compte avec un historique de 18 mois, des impayés et des rejets issus des ordres transmis sur les



Comptes paramétrés dans **SUITE ENTREPRISE.com** au format CFONB et/ou XML ;

- La consultation d'un tableau de trésorerie quotidien donnant une vue synthétique des situations des différents Comptes bancaires et de la projection de leurs soldes en fonction des écritures prévisionnelles.

- Le parapheur électronique permet la gestion de délégation de pouvoirs mono ou multi-signatures au sein du Client pour la signature des ordres en vue de leur télétransmission via EBICS TS.

- La gestion d'alertes/ de notifications par e-mail, afin de :

- prévenir l'Utilisateur quand le solde du(des) Compte(s) ou les opérations imputées sur ce(s) Compte(s) dépassent certains montants ;

- avertir les personnes habilitées concernées qu'elles doivent confirmer l'enregistrement d'un ou plusieurs comptes bénéficiaires de virement (rubrique « activer les bénéficiaires ») ou que le fichier d'ordres de paiement est prêt pour la signature ;

- informer le bénéficiaire d'un virement que l'ordre de virement à son attention a été transmis pour exécution.

Les Utilisateurs autorisés à paramétrer les Comptes, Sociétés, alertes et notifications, désignés en annexe 2 paramètrent ces alertes/notifications dans la rubrique « Paramétrage, courriers et notifications ».

- La possibilité d'utiliser TurboSync, outil de synchronisation de fichiers. TurboSync facilite l'interfaçage avec les applications métiers du Client (gestion de la paie, gestion des fournisseurs...). Il permet, d'une part, d'intégrer dans **SUITE ENTREPRISE.COM** les fichiers d'ordres de paiement préparés par les applications métiers du Client et, d'autre part, de récupérer les relevés de compte(s), de virements reçus, d'impayés de prélèvements... fournis par **SUITE ENTREPRISE.COM** pour intégration dans d'autres applications métiers du Client. Cet outil nécessite d'utiliser une extension Chrome et un appairage avec SuiteEntreprise.com.

- La possibilité d'utiliser **SUITE MOBILE** pour l'accès à distance à certaines fonctionnalités du Service, suivant les droits conférés à chaque Utilisateur.

Cette application mobile permet de :

- Consulter des soldes des Comptes paramétrés dans le Service ;

- Consulter des relevés de Compte quotidiens ;

- Valider des ordres de paiement avant télétransmission ;

SUITE MOBILE est également un moyen d'authentification forte pour accéder au service et activer des bénéficiaires depuis le site **SUITE ENTREPRISE.com**.

SUITE MOBILE peut être utilisé exclusivement sur une tablette ou un smartphone (Apple ou Android).

-La définition d'une liste de pays autorisés et de plafonds de virements :

LISTE PAYS AUTORISES : Toute Personne Habilitée peut indiquer dans les conditions particulières une liste de pays vers lesquels le client autorise les virements.

Dans ce cas, tout virement ou toute remise vers un pays ne figurant pas dans la liste précitée, sera bloqué par le Service et ne sera pas transmis à la Banque ou à la Banque Tierce.

PLAFOND DE MONTANT : Toute Personne Habilitée peut indiquer dans les Conditions particulières un plafond de montant au-dessus duquel tout virement saisi restera bloqué et ne sera pas transmis.

PLAFOND DE MONTANT PAR PAYS : Toute Personne Habilitée dans les Conditions Particulières peut indiquer un plafond de montant maximum par pays qui prime sur le plafond précédent.

L'absence d'indication par le Client de Pays autorisé ou de Plafond de montant implique que tous les pays vers lesquels le Client émet des virements, ainsi que tous montants figurant sur le virement seront autorisés.

En cas d'enregistrement de l'IBAN d'un bénéficiaire de virement correspondant à un pays hors liste des pays autorisés par le Client, le Service bloque l'IBAN et interdira l'envoi de virements vers ce Bénéficiaire. Le Client sera informé de ce blocage par un message écran puis un code couleur orange affecté à ce Compte dans la liste des bénéficiaires. Le Client reconnaît que la Banque ne peut voir sa responsabilité engagée en cas de préjudice subi directement ou indirectement en raison d'un virement bloqué conformément aux

règles liées à la liste des Pays autorisés et/ou Plafond de montant en vigueur à la date de demande d'émission du virement.

Toute modification des pays ou du plafond de montant devra faire l'objet d'un avenant aux Conditions Particulières.

-Le service de gestion des mandats de prélèvement SEPA (sous réserve que le Client ou la Société dont il gère les Comptes dans **SUITE ENTREPRISE.com**, ait signé avec la Banque et/ou avec chaque Banque Tierce concernée la convention d'émission de prélèvement SEPA)

- Edition des mandats et des échéanciers par destinataires ;

- Création, consultation ou modification des mandats ;

- Suivi des mandats en cours de validité ;

- Création automatique de la Référence Unique du Mandat (RUM) ;

- Archivage des mandats.

- La gestion des échéanciers de prélèvements (sous réserve que le Client ou la Société dont il gère les Comptes dans **SUITE ENTREPRISE.com**, ait signé avec la Banque et/ou avec chaque Banque Tierce concernée la convention d'émission de prélèvement SEPA)

- La Banque met à la disposition du Client la possibilité de créer des échéanciers de prélèvement par débiteur.

- La gestion d'échéanciers de prélèvements SEPA comprend :

- La saisie d'échéanciers de prélèvements avec la gestion des mandats associés,

- La définition d'une grille tarifaire pour ajuster la facturation facilement,

- La génération automatique d'un fichier de prélèvements SEPA, à chaque échéance et par Banque teneur du compte à créditer, pour tous les prélèvements à débiter à cette échéance, fichier qui devra être signé avec un certificat matériel par un signataire habilité à chaque échéance avant communication à la banque.

3.2 Modules complémentaires

Le Client peut opter pour des modules complémentaires à **SUITE ENTREPRISE.COM**.

3.2.1 Suite Mobile supplémentaire

Suite Mobile supplémentaire permet au Client de bénéficier de **SUITE MOBILE** sur plusieurs smartphones/tablettes pour consulter les comptes de la société et valider les remises. Pour bénéficier de ce complément, le Client devra souscrire à cette option, soumise aux conditions tarifaires prévues à l'article 11 et du contrat relatif au service Suite Entreprise.com. Un devis sera transmis au client à sa demande.

3.2.2 La gestion du risque commercial

La gestion du risque commercial NIVEAU 1 :

La Banque met à disposition du Client des informations sur la situation financière de ses partenaires commerciaux, afin de faciliter sa gestion du risque commercial. Ce service d'information commerciale est fourni à partir de données et indicateurs provenant de la société Ellisphere.

Le service consiste à fournir des informations sur les entreprises françaises enregistrées dans la rubrique « portefeuille » pour l'encaissement d'effets de commerce, sur les entreprises françaises devant régler le Client par prélèvement, ainsi que sur les entreprises françaises bénéficiaires de virements, notamment pour payer les fournisseurs, dans la limite de 500 SIREN, à travers les fonctionnalités suivantes :

- Une fonction recherche qui comprend : l'indication automatique du SIREN et des coordonnées de l'entreprise à partir de son nom (sirénisation) et l'enregistrement facilité de ces coordonnées,

- Une fonction information commerciale qui comprend : la classe de risque, la date de dernière actualisation, la tendance de la classe de risque et l'avis de crédit.

Ces Prestations sont exclusives de toute notion d'assurance-crédit à la carte.

-La gestion du risque commercial NIVEAU 2 :

Le Client est informé qu'il existe des fonctionnalités supplémentaires fournies par la société Ellisphere, dans le cadre d'un contrat que le Client a souscrit auprès de la société Ellisphere. Il permet au Client de s'informer sur la solidité financière de ses partenaires commerciaux au travers des services suivants :

-Rapport : information complète sur la fiabilité financière des partenaires commerciaux (Avis de crédit Ellisphere, historiques des Scores et Avis de crédit, informations sur les décisions et procédures collectives, ratios financiers, ...).

- Enquête approfondie sur l'entreprise.

Ces services sont facturés au Client par la société Ellisphere, conformément au contrat qu'ils ont conclu.

ARTICLE 4 – CONDITIONS MATERIELLES ET TECHNIQUES

Pour bénéficier du Service dans des conditions d'utilisation normale, le Client doit :

- Disposer d'une connexion au réseau Internet haut débit et d'un navigateur à jour ;
- Être habilité au Service **SUITE ENTREPRISE.com** par la Banque qui lui communique les paramètres nécessaires à l'utilisation du Service.

Pour utiliser le service **SUITE MOBILE**, le Client doit impérativement disposer soit d'un smartphone, soit d'une tablette tactile, et utiliser le :

- Système iOS : iPhone 5S et supérieur, iPad mini 2, iPad Air ou iPad Pro première génération et supérieur. La version minimum requise du système est la version 11 d'iOS ;

- Système Android : fonctionne sur les Smartphones Android disposant au minimum de la version 6.

Cette liste d'équipements est susceptible d'évolution.

ARTICLE 5 – UTILISATION DU SERVICE

5.1 L'accès au Service

Dès la signature du présent contrat entre le Client et la Banque, la Banque paramètre l'accès au Service. L'(es)Administrateur(s) recevra(ont) par e-mail un lien <https://> permettant l'accès au Site **SUITE ENTREPRISE.com** afin de définir son (leur) mot de passe et d'activer son (leur) compte Administrateur(s) pour l'accès au Service.

L'Administrateur et les Utilisateurs peuvent de plus télécharger l'Application Mobile sur leur smartphone. Cette application doit être appairée avec le site **SUITE ENTREPRISE.com** pour pouvoir être utilisée. L'Administrateur et les Utilisateurs doivent définir un code d'accès à l'Application Mobile.

Un moyen d'authentification forte doit systématiquement être mis en œuvre pour l'accès par l'Administrateur et les Utilisateurs pour accéder au site **SUITE ENTREPRISE.com** et à l'Application Mobile. Cette authentification pourra s'effectuer avec l'application **SUITE MOBILE**, le certificat numérique matériel ou tout autre dispositif que la Banque jugera adéquat.

Pour l'authentification par l'Application Mobile, l'Administrateur ou l'Utilisateur se connecte sur le site avec ses identifiant et mot de passe. Il reçoit alors une notification sur son smartphone. Après avoir confirmé sa demande d'accès, l'Administrateur ou l'Utilisateur doit saisir le code d'accès à l'Application Mobile.

5.2 La mise en service

La Banque fournit au Client une documentation comportant la procédure permettant la mise en œuvre du Service **SUITE ENTREPRISE.com**.

Le Client peut demander l'assistance de la Banque pour la mise en service et le paramétrage du Service soit à distance (par téléphone) ou dans ses locaux. L'option est indiquée dans les Conditions Particulières et y fait l'objet d'une facturation.

5.3 Administrateur, Délégation de signature

Les modalités de délégation de signature paramétrées dans **SUITE ENTREPRISE.com** sont celles définies par le Client dans le(s) contrat(s) EBICS préalablement souscrit(s) avec chacune de ses banques.

Si le Client veut accorder des droits de signatures des opérations transmises à la Banque ou à une Banque Tierce, il devra en avertir la(les) banque(s) concernée(s) pour mettre à jour l'annexe au contrat EBICS désignant les nouvelles délégations de signature. Dans le cas contraire, le fichier serait rejeté par la Banque ou la Banque Tierce.

L'(es)Administrateur(s) du Service peu(ven)t désigner et paramétrer de nouveaux Utilisateurs.

Les droits de ces Utilisateurs pourront être paramétrés en fonction des missions et des pouvoirs de chacun (notamment pour valider les ordres de paiement). La procédure d'authentification pour l'accès au

site **SUITE ENTREPRISE.com** et à l'Application Mobile pour chaque Utilisateur est identique à celle décrite à l'article 5.1.

Seul l(es)Administrateur(s) est (sont) habilité(s) à modifier le paramétrage du Service. Une notification par e-mail des modifications sensibles (création d'un utilisateur, modification de droits utilisateur, modification des moyens d'authentification forte d'un utilisateur, modification de la liste des Pays autorisés ou des Plafonds, ajout d'un compte bénéficiaire de virements) réalisées par l(es)Administrateur(s) est adressée aux Contacts Privilégiés désignées aux Conditions Particulières.

5.4 Disponibilité du service et règlement des incidents

Le Service est ouvert tous les jours 24 H/24 H sauf en cas de nécessité de maintenance.

La Banque veille à ce que les opérations soient assurées suivant la même continuité que celle usuellement respectée dans la profession.

La Banque s'attache à la réalisation du Service dans les meilleures conditions d'utilisation possibles. Dans tous les cas, la responsabilité de la Banque n'est pas engagée pour retard ou défaillance dans le fonctionnement des services tenant à un cas de force majeure. Sont considérés notamment comme cas de force majeure, outre la grève interne, tout événement échappant à son contrôle ou encore du fait du Client ou de tiers, par exemple :

- Le défaut de fourniture de courant électrique ;
- La fraude d'un tiers ;
- Les contraintes techniques, administratives ou autres intéressant les lignes et les réseaux de transmission ;
- Les guerres, émeutes, terrorisme, grèves externes, incendies, sabotage, inondations ;
- La défaillance du transporteur d'information.

La responsabilité de la Banque ne peut en aucun cas être engagée en cas d'indisponibilité du Serveur EBICS des Banques Tierces.

Le Service **SUITE ENTREPRISE.com** étant disponible via le réseau internet et via les réseaux de téléphonie mobile, il ne peut être garanti une disponibilité continue du service. Celui-ci peut notamment être interrompu de manière momentanée en cas de force majeure, de difficultés techniques informatiques ou autres difficultés liées aux télécommunications et en particulier dans l'hypothèse d'une perturbation du réseau de communication utilisé.

En cas de constatation d'un défaut quelconque de fonctionnement du Service, chacune des parties s'engage à en aviser l'autre dans les meilleurs délais, à en relever les éléments, à favoriser la recherche de ses causes et à collaborer avec l'autre le plus complètement possible à cet effet.

5.5 Acheminement des remises

L'utilisation de la partie télétransmission du Service avec la Banque et les Banques Tierces est liée à l'existence d'un contrat de télétransmission conclu par le Client et par chacune des Sociétés dont il gère les Comptes dans **SUITE ENTREPRISE.com** avec chacun de leurs différents établissements bancaires.

Les remises d'ordres initiées par l'Utilisateur, signées et validées selon les règles définies par le Client, sont envoyées immédiatement par **SUITE ENTREPRISE.com** sur le serveur EBICS de la Banque ou de la Banque Tierce. Le jour et l'heure de traitement effectif des ordres dépendent des traitements informatiques de la banque concernée.

En cas de rejet sur le serveur de la Banque ou de la Banque Tierce, l'Utilisateur en est averti immédiatement par un message écran.

Aux termes du protocole EBICS, les remises d'ordres envoyés dans le cadre du Service sont traitées, sous réserve que :

- L'envoi du fichier de remise d'ordres se soit déroulé complètement, jusqu'à réception de l'accusé de réception du Serveur EBICS de la Banque ou d'une Banque Tierce (cet accusé de réception est confirmé par le Service **SUITE ENTREPRISE.com** à la fin de la transmission) ;

- Le fichier reçu soit complet ;

- L'Utilisateur se soit acquitté (auprès de la Banque Tierce) de la procédure de confirmation, notamment par signature jointe EBICS ;

La validation d'une remise par **SUITE MOBILE** entraîne la télétransmission automatique des fichiers par **SUITE ENTREPRISE.com** avec le protocole EBICS TS quand cette option est retenue par le Client.



ARTICLE 6 – MAINTENANCE DU SERVICE

La Banque s'engage à fournir au Client une prestation de maintenance et de maintien en condition opérationnelle du Service **SUITE ENTREPRISE.com**.

La Banque s'engage notamment à :

- Effectuer toutes les adaptations et/ou modifications du Service rendues nécessaires du fait de l'évolution de la législation française ou européenne (maintenance législative) ;

- Assurer l'évolution du Service et des développements spécifiques et permettre au Client de bénéficier des améliorations techniques et/ou fonctionnelles décidées par la Banque (maintenance évolutive) ;

- Corriger tout incident bloquant (par incident bloquant, on entend tout dysfonctionnement empêchant l'utilisation du Service) ou à fournir une solution de contournement dans un délai maximum de 2 jours ouvrés à compter de la notification par le Client de leur occurrence, ladite notification pouvant intervenir par tout moyen.

La Banque s'engage à remédier à tout incident non bloquant ou à fournir une solution de contournement dans un délai de 2 jours ouvrés à compter de la notification par le Client de leur occurrence, ladite notification pouvant intervenir par tout moyen (maintenance corrective).

La Banque s'engage à proposer de façon proactive la résolution de dysfonctionnements dès qu'ils sont identifiés et ce avant même que le Client n'en constate potentiellement le désagrément (maintenance préventive).

ARTICLE 7 – ASSISTANCE TECHNIQUE

La Banque fera ses meilleurs efforts pour assurer l'assistance à l'(les) Administrateur(s) et aux Utilisateurs notamment pour préciser le paramétrage, l'utilisation du Service, identifier les anomalies et les corriger.

Les coordonnées de l'assistance EDI de la Banque figurent sur la page d'accueil du Site

ARTICLE 8 – RESPONSABILITES

8.1 Responsabilité et engagements du Client

8.1.1 Le Client s'engage à utiliser le Service sous sa responsabilité, dans le respect du présent Contrat, de façon licite et dans des conditions assurant sa sécurité. En particulier, le Client s'engage à protéger les équipements (ordinateurs smartphones, tablettes) utilisés contre des tentatives d'intrusion quelles qu'elles soient ou virus.

Le Client s'interdit de détériorer, représenter, reproduire, modifier ou procéder à une utilisation commerciale totale ou partielle, des différents éléments du Service **SUITE ENTREPRISE.com** et de l'Application Mobile.

L'Administrateur et l'Utilisateur sont responsables de l'utilisation strictement personnelle et de la conservation dans des conditions de sécurité et de confidentialité de leurs éléments d'authentification pour accéder au Service.

Ils s'engagent à notifier sans délai à la Banque toute communication à des tiers ou tout vol de leur moyen d'authentification, afin que la Banque puisse prendre les mesures de sécurité nécessaires. La responsabilité de la Banque ne saurait être recherchée en cas d'usage frauduleux ou abusif, dû à une divulgation à un tiers de ses moyens d'authentification, volontairement ou suite à une négligence grave. Toute utilisation de ses moyens d'authentification fait présumer une utilisation du Service par l'Utilisateur.

8.1.2 Le Client reconnaît que la Banque ne peut être tenue responsable en cas de non traitement d'un fichier en raison du non-respect des contraintes techniques du Service par le Client.

Le Client fait son affaire personnelle des litiges l'opposant à ses débiteurs et reconnaît que la Banque est déchargée de toute responsabilité à cet égard.

Il est de la responsabilité du Client de s'assurer qu'il dispose des mandats pour paramétrer et gérer dans **SUITE ENTREPRISE.com** les Comptes appartenant aux autres Sociétés du même groupe.

Le Client dégage la Banque de toute responsabilité de contrôle des mandats et/ou fichiers saisis et/ou déposés par l(es) Administrateur(s) ou les Utilisateurs dans le cadre des fonctionnalités du Service. Le Client reconnaît avoir la responsabilité exclusive des opérations réalisées par ces derniers. Il en est de même pour les fichiers de

remises d'ordres de paiement constitués ou les relevés fournis grâce à l'outil TurboSync évoqué à l'article 3.1. Le Client s'engage à les vérifier et dégage la Banque de toute responsabilité à cet égard.

En conséquence, le Client dégage la Banque de toute responsabilité en cas de dommages financiers résultant d'une indication erronée de montants et/ou de comptes de destinataires, des ordres de mandats ou des rejets lors de la présentation des prélèvements à la Banque Tierce, des modifications de paramétrage (notamment Liste Pays / Plafond de montant).

Le module de gestion des mandats met à la disposition du Client un archivage numérique de l'image du mandat. Le Client reconnaît qu'il assume la responsabilité exclusive de l'archivage physique du mandat papier. Il est rappelé qu'en cas de contestation de l'existence ou de la validité de ce mandat, le mandat papier archivé par les soins du Client constitue un élément de preuve principal.

8.1.3 Dans le cadre du service de gestion du risque commercial décrit à l'article 3.1, les informations fournies au Client ne constituent qu'un complément aux renseignements dont le Client dispose par ailleurs et sont de nature à l'aider dans sa prise de décision. Le Client reste donc maître de ses choix en appréciant les risques qu'il encourt et assume seul la responsabilité des décisions qu'il prend et des conséquences qu'il tire à partir des informations fournies par la Banque.

La Banque concède au Client pendant la durée du Contrat, une licence non-exclusive, non-transférable, d'utilisation des données livrées et/ou consultées. Les données d'information sont fournies au Client à titre confidentiel et personnel et sont réservées à son usage strictement interne et final, pour les besoins de son activité professionnelle. Le Client s'interdit de les communiquer, de les transmettre ou de les céder à des tiers, de quelque manière que ce soit y compris par la concession de sous-licences, à titre gratuit ou onéreux, en totalité ou partiellement, sur quelque support que ce soit, sous peine de résiliation immédiate du contrat et de dommages et intérêts. En outre, le Client s'interdit formellement de dénaturer de quelque manière que ce soit les données fournies par la Banque, de les dupliquer, décompiler, désassembler, de les extraire en totalité ou partiellement afin de réaliser d'autres documents et / ou produits notamment par adjonction et/ou combinaison de données, pour les diffuser à des tiers. Il appartient au Client de prendre vis-à-vis de ses collaborateurs toutes les mesures nécessaires pour sécuriser l'accès aux informations transmises par la Banque et de faire respecter son obligation contractuelle de confidentialité et de non-divulgation. Le Client est tenu responsable de toute reproduction ou communication non autorisée des informations transmises par la Banque, tant par sa faute que par sa négligence. Le Client garantit la Banque de toute réclamation éventuelle de tiers en cas de communication ou de divulgation de messages et d'informations.

8.2 Responsabilité et engagements de la Banque

La Banque s'engage à mettre à disposition de ses Clients un service conforme à la législation en vigueur, ainsi qu'aux règles édictées par l'European Payments Council et le CFONB concernant les formats des ordres de paiement.

La Banque met en œuvre l'ensemble des moyens techniques nécessaires pour assurer au Client une utilisation du Service conforme à sa destination et pour lui assurer la meilleure disponibilité d'accès au Service. Elle a, à ce titre, une obligation de moyens. Le Service étant disponible via le réseau internet, il ne peut être garanti une disponibilité continue du Service. Celui-ci peut notamment être interrompu de manière momentanée.

La Banque se réserve le droit d'interrompre l'accès au Service, sans encourir de responsabilité, pour assurer les nécessaires prestations de maintenance ou d'actualisation, conformément à l'article 6.

La Banque fait ses meilleurs efforts, conformément aux règles de l'art, pour sécuriser le Service et l'Application Mobile.

Dans ces cas et de façon générale pour préserver la sécurité du Service, la Banque se réserve le droit, sans aucune indemnité et sans préavis, de bloquer ou, le cas échéant, de résilier le Service, conformément à l'article 12.

La Banque est responsable en cas d'accès non autorisé ou frauduleux aux données du Client dans le cadre de la fourniture du Service, qui lui seraient imputables.

En revanche, la responsabilité de la Banque ne peut notamment être engagée :

- en cas de difficultés techniques informatiques ou autres liées aux télécommunications et en particulier dans l'hypothèse d'une perturbation du réseau de communication utilisée ;
- en cas de mauvaise utilisation du Service par le Client ;
- en cas d'utilisation du Service par une personne non autorisée ;
- en cas de non-respect par le Client de ses obligations vis à vis de la Banque ;
- en cas de non-respect par le Client des règles SEPA énoncées par les instances de place (EPC) ou CFONB ;
- en cas de force majeure, telle que reconnue par la jurisprudence.

Toute perte de chiffre d'affaires, de clientèle ou de profit et plus généralement tout préjudice immatériel quel qu'en soit la nature ou la cause qui seraient subis dans le cadre de l'utilisation du Service ne pourra donner lieu à réparation, notamment financière, de la part de la Banque.

La Banque ne pourra être tenue responsable en cas d'erreur dans les fichiers de prélèvements émis par le Client.

Dans le cadre du service de gestion du risque commercial décrit à l'article 3.1, la Banque est tenue à une obligation de moyens dans la fourniture des informations commerciales à ses Clients. Ce service d'information commerciale est fourni à partir de données et indicateurs provenant de la base de données de la société Ellisphere, en vertu d'un accord conclu entre la Banque et cette société.

Ces informations sont issues de l'exploitation et de l'analyse de critères objectifs, d'ordre économique et financier effectuées par la société Ellisphere, sous sa responsabilité. Les informations sont fournies sans garantie de la Banque, ni recours contre elle. Les informations sont communiquées au Client en fonction des données disponibles dans la base de données d'Ellisphere au moment de leur extraction ou de leur consultation. Leur contenu et présentation sont susceptibles de modification, suppression ou ajout en fonction de l'évolution des services et de la réglementation en vigueur.

Le Client reconnaît en conséquence que la Banque ne sera pas responsable en cas d'indisponibilité ou perturbation d'accès à ces informations commerciales ou en cas d'altération de ces informations due à un cas de force majeure, à une grève, à un acte de piraterie, à une intrusion frauduleuse, à tout événement échappant à son contrôle. La Banque s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la continuité de l'exploitation et la sécurité du service d'information commerciale, conformément aux usages professionnels et aux règles de l'art.

La société Ellisphere reste propriétaire de tous les droits de propriété intellectuelle sur les études, bases de données, dessins, modèles, prototypes, etc., qu'elle a réalisés et qui sont utilisés par la Banque en vue de la fourniture au Client du service de gestion du risque commercial, dans le cadre du présent contrat. Le Client s'interdit donc toute reproduction ou exploitation desdites études, bases de données, dessins, modèles et prototypes, etc. La Banque informe son Client que la base de données de la société Ellisphere, dont sont issus les informations commerciales fournies dans le cadre du présent contrat, intègre notamment des données du Répertoire SIRENE de l'INSEE, du RNCS en provenance de l'INPI, et des annonces légales publiées au BODACC (A, B et C) par la DILA. Les données précitées demeurent la propriété de leurs titulaires respectifs, et ne peuvent être utilisées par le Client que pour ses besoins propres à l'exclusion de toute autre utilisation.

ARTICLE 9 – SECURITE ET ACCES AU SERVICE – CONFIDENTIALITE

Les échanges entre le Client et le serveur SUITE ENTREPRISE.com sont effectués au moyen d'une connexion IP sécurisée https. L'hébergement du Service et des données du Client est assuré par la Banque dans le respect des règles de l'art des standards du marché. Le transfert de fichiers vers le centre informatique de la Banque, et inversement, sera effectué sous la seule responsabilité du Client et par ses moyens propres, en respectant les paramètres fournis au titre du présent contrat. **Ces paramètres sont affectés personnellement au Client qui devra veiller à leur confidentialité absolue**, notamment en prenant soin de limiter à des préposés dûment habilités l'utilisation des équipements et s'assurer du changement régulier du mot de passe. Pour le mot de passe, il est recommandé d'utiliser au minimum 8 caractères pour augmenter le nombre de combinaisons possibles et de ne pas utiliser de données facilement déduites par des

tiers tels que n° de téléphone, n° d'immatriculation de véhicule, date de naissance, etc ...

En outre, le Client autorise la Banque à interrompre à tout moment, sans engager sa responsabilité, le fonctionnement du Service pour en préserver la sécurité.

La Banque ne pourra être tenue pour responsable des conséquences d'une quelconque utilisation frauduleuse ou accidentelle de ces paramètres. Le Client ne saurait se soustraire aux conséquences résultant des fichiers transférés.

La Banque s'engage à ne pas prendre connaissance du contenu des Fichiers de télétransmission destinés aux Banques Tierces à d'autres fins que la bonne exécution du Service **SUITE ENTREPRISES.com**.

La Banque s'engage à ne stocker le Fichier de télétransmission que pour la bonne exécution du service.

Pour le Service **SUITE MOBILE**, la Banque s'engage à garantir la confidentialité des informations échangées entre le (ou les) appareil(s) mobile(s) et le Site **SUITE ENTREPRISE.com** par des serveurs informatiques permettant un échange de données hautement sécurisées par un double cryptage et authentifiées numériquement par un certificat logiciel auto-généré.

Le Client reconnaît que l'accord de transmission des Fichiers par une personne habilitée au sein de son entreprise, selon des procédures internes propres à elle, ne relève pas de la responsabilité de la Banque et cette dernière ne peut voir sa responsabilité recherchée en cas de non-respect de règles internes à l'entreprise par des collaborateurs ou des tiers.

Les profils déterminés par le Client en vue de procéder à l'accord de télétransmission des fichiers ne sont connus que du Client et relèvent exclusivement de sa responsabilité. Le Client reconnaît qu'en cas d'utilisation frauduleuse du Service par des tiers habilités ou non habilités par lui, la responsabilité de la Banque ne pourra être engagée.

ARTICLE 10 – MODIFICATION

La Banque se réserve le droit d'apporter toute modification à ce Service, soit en vue d'améliorer ou d'accroître les prestations, soit pour l'adapter aux nouvelles normes.

Toute modification du présent contrat à l'initiative de la Banque est portée par écrit à la connaissance du Client avec un préavis d'un mois. A compter de cette information préalable, le Client disposera de ce délai d'un mois pour faire connaître s'il y a lieu son refus. En l'absence de désaccord manifesté par le Client dans ce délai, ce dernier sera réputé avoir accepté les modifications du contrat.

Le présent contrat est également modifié lorsque le Client souscrit un nouveau module complémentaire ou souhaite faire cesser un module complémentaire auquel il a souscrit ou lorsqu'il souhaite modifier toute autre indication figurant dans les Conditions particulières. Dans ces cas, les Conditions particulières, avec la case « Avenant » cochée, sont modifiées en conséquence et sont signées par les parties.

Toutes dispositions législatives ou réglementaires qui rendraient nécessaire la modification de tout ou partie du contrat seront applicables dès leur date d'entrée en vigueur.

ARTICLE 11 – TARIFICATION

Le prix de l'abonnement mensuel à **SUITE ENTREPRISE.COM**, ainsi que le prix de l'abonnement mensuel à chaque module complémentaire, les frais de mise en place du Service et les éventuels autres frais et commissions sont détaillés dans les Conditions tarifaires figurant dans le contrat relatif au service Suite Entreprise.com et dont le Client reconnaît avoir pris connaissance. La Banque et le Client conviennent que ces prix, commissions et frais seront prélevés sur son compte de facturation mentionné aux Conditions particulières du présent contrat.

Ces conditions tarifaires du Service **SUITE ENTREPRISE.com** sont susceptibles d'évolution par la Banque, conformément à l'article 10.

Le traitement des opérations est soumis aux conditions tarifaires en vigueur dont le client reconnaît avoir pris connaissance. Le coût de ces opérations n'est pas inclus dans l'abonnement mensuel **SUITE ENTREPRISE.com**.

Tous les coûts afférents à l'accès au Service, que ce soit les frais matériels, logiciels ou d'accès à Internet ou au réseau de téléphonie mobile sont exclusivement à la charge du Client.



Le traitement des opérations de virement et de prélèvement est soumis aux conditions tarifaires en vigueur de la Banque ou de chaque Banque Tierce dont le client ou la Société dont il gère les Comptes dans **SUITE ENTREPRISE.com** a pris connaissance dans le cadre de la convention de compte courant qui le/la lie à chacune de ces banques. Le coût de ces opérations n'est pas inclus dans l'abonnement mensuel **SUITE ENTREPRISE.com**.

ARTICLE 12 – DUREE – RESILIATION

Le présent contrat prend effet à sa date de signature et est conclu pour une durée indéterminée.

La résiliation du contrat peut intervenir à tout moment pour quelque raison que ce soit et doit être effectuée par lettre recommandée avec A.R que ce soit à l'initiative du Client ou de la Banque.

Dans le cas où la résiliation provient de la demande du Client, la résiliation du Service ne sera effective qu'au terme du mois au cours duquel la notification écrite de résiliation a été réceptionnée par la Banque.

Dans le cas où la résiliation est à l'initiative de la Banque, elle intervient après expiration d'un délai d'un mois à compter du terme du mois au cours duquel la notification écrite de la résiliation a été réceptionnée par le Client.

Toutefois la Banque est dispensée de respecter le délai de préavis et peut procéder immédiatement à la résiliation du contrat dans les cas suivants :

- Non-respect des dispositions contractuelles
- Comportement gravement répréhensible du Client
- Cessation d'exploitation ;
- Dissolution, transformation, fusion, absorption de la société Cliente ;
- Cession, donation ou apport du patrimoine affecté lorsque le Client est un entrepreneur individuel à responsabilité limitée ;
- Situation irrémédiablement compromise du Client.
- Ouverture ou prononcé de la liquidation judiciaire du Client ;
- Résiliation du contrat EBICS.

En cas de résiliation du présent contrat, l'accès au Service **SUITE ENTREPRISE.com** par Internet est supprimé par la Banque, interdisant de ce fait toute possibilité de connexion avec les différents établissements bancaires pour lesquels une connexion avait été paramétrée.

En conséquence, les fonctionnalités de base et les modules complémentaires fournis dans **SUITE ENTREPRISE.com** ne sont plus disponibles. Les modules complémentaires régis par un contrat distinct sont également résiliés de plein droit.

ARTICLE 13 – CONVENTION DE PREUVE

Le Client accepte l'enregistrement informatique des connexions et utilisations du Service par la Banque. Les parties acceptent que le fichier des connexions et utilisations fasse preuve entre elles, chacune des parties restant libre d'en rapporter la preuve contraire.

ARTICLE 14 – TRAITEMENT DES DONNEES

14.1 Protection des données personnelles

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent contrat, et plus généralement de notre relation, la BANQUE POPULAIRE OCCITANE recueille et traite des données à caractère personnel vous concernant et concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation (mandataire, représentant légal, Administrateur, Utilisateur, ...). Les informations vous expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont vous disposez sur vos données figurent dans [notre Notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel](#). Cette notice est portée à votre connaissance lors de la première collecte de vos données.

Vous pouvez y accéder à tout moment, sur notre site internet <https://www.occitane.banquepopulaire.fr/> ou en obtenir un exemplaire auprès de votre agence. La BANQUE POPULAIRE OCCITANE communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations. Si les PARTIES mettent en œuvre un traitement informatique de données à caractère personnel à partir de données transmises dans le cadre de la Convention, il est expressément entendu qu'il s'agira d'un traitement pour leurs besoins propres et qu'elles assumeront seules les obligations et responsabilités en matière de traitement informatique résultant des dispositions de la loi n°78-17 « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 et du Règlement Général à la Protection des Données (UE) 2016/679

14.2 Traitement des données bancaires du Client

La Banque utilise, consulte et stocke les données relatives aux Comptes paramétrés dans **SUITE ENTREPRISE.com**, pour la fourniture du Service **SUITE ENTREPRISE.com**, mais aussi pour d'autres finalités.

Les finalités de traitement des données opérées par la Banque sont notamment :

- La fourniture des services
- La réalisation de statistiques anonymes
- La proposition d'offres commerciales
- La sécurisation de l'utilisation du Service contre la fraude, le blanchiment et le financement du terrorisme.

En fonction des informations enregistrées dans **SUITE ENTREPRISE.com**, les Utilisateurs sont informés que des messages pourront s'afficher sur les pages du site **SUITE ENTREPRISE.com** ou de l'Application Mobile, à l'attention du Client, proposant des offres commerciales pouvant répondre à ses besoins. Le représentant légal du Client pourra aussi être contacté par téléphone ou par courriel aux fins de recevoir des offres commerciales à l'attention du Client, sauf s'il a exercé son droit d'opposition à la prospection commerciale dans les conditions précisées au sein de la notice d'information sur le traitement des données à caractère personnel.

14.3 Secret professionnel

La Banque est tenue au secret professionnel, conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier.

Cependant, le secret est levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale et des douanes, de la Banque de France, des organismes de sécurité sociale, de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, des commissions d'enquête parlementaires. Il est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code général des impôts). Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale, ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier, la Banque peut partager avec les personnes avec lesquelles elle négocie, conclue ou exécute des opérations, des informations confidentielles concernant le Client, dès lors que ces informations sont nécessaires à celles-ci et en particulier avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles. Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins de l'une de ces opérations, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel.

Le Client peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Banque sera autorisée à fournir les informations le concernant qu'il mentionnera expressément.

En outre, le Client autorise expressément et dès à présent la Banque à communiquer et à partager les données le concernant ainsi que leurs mises à jour aux sous-traitants et prestataires pour les seuls besoins des prestations prévues à l'article 3.

ARTICLE 15 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Les droits de propriété intellectuelle afférents au contenu du Service **SUITE ENTREPRISE.com** et de l'application, à la structure générale ainsi qu'aux logiciels, textes, images animées ou non, photographies, son savoir-faire et tous les autres éléments composant le Service et l'application sont réservés.

Le présent contrat n'emporte aucune cession d'aucune sorte de droit de propriété intellectuelle sur les éléments susvisés au bénéfice du Client.

Le Client, son Administrateur et ses Utilisateurs s'interdisent notamment de modifier, copier, reproduire, télécharger, diffuser, transmettre, exploiter commercialement et/ou distribuer de quelque façon que ce soit le Service, les pages de l'application, ou les codes informatiques des éléments composant le Service et l'application.

Toute reproduction et/ou représentation, totale ou partielle d'un de ces droits, sans l'autorisation expresse du titulaire de droits, est interdite et constituerait une contrefaçon susceptible d'engager la responsabilité civile et pénale du contrefacteur.



En conséquence, le Client, son administrateur et ses Utilisateurs s'interdisent tout agissement et tout acte susceptible de porter atteinte directement ou non aux droits de propriété intellectuelle concernés.

Il en est de même des bases de données figurant, le cas échéant sur l'application qui sont protégées par les articles du Code de la propriété intellectuelle.

Les signes distinctifs tels que les noms de domaine, marques, dénominations ainsi que les logos figurant sur l'application sont protégés par le Code de la propriété intellectuelle. Toute reproduction totale ou partielle de ces signes distinctifs effectuée à partir des éléments de l'application et du Service sans autorisation expresse des titulaires de droits est donc prohibée, au sens du Code de la propriété intellectuelle.

Seule une utilisation conforme à la destination de cette application et du Service associé est autorisée.

Toutes les autres utilisations, non expressément autorisée par écrit et au préalable par les titulaires de droits est prohibée et constitutive de contrefaçon

16. DEMARCHAGE BANCAIRE ET FINANCIER

Si le Client a été démarché en vue de la souscription du Service dans les conditions prévues par les articles L 341-1 et suivants du Code monétaire et financier et même si l'exécution de ce contrat a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, le Client est informé de la possibilité de revenir sur son engagement. Ce droit de rétractation peut être exercé dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du contrat par lettre simple adressée à la Banque.

En cas de commencement d'exécution avant l'expiration du délai de rétractation, le Client peut être tenu au paiement proportionnel du Service effectivement fourni à l'exclusion de toute pénalité.

Il est précisé que la réglementation relative au démarchage bancaire et financier ne s'applique pas aux entreprises dont les données financières ou les effectifs dépassent les seuils suivants (Article D. 341-1 du Code monétaire et financier) :

- cinq (5) millions d'euros pour le total de bilan ;
- cinq (5) millions d'euros pour le chiffre d'affaires ou à défaut pour le montant des recettes ;
- cinq (5) millions d'euros pour le montant des actifs gérés ;
- cinquante (50) personnes pour les effectifs annuels moyens.

Ces seuils ne sont pas cumulatifs. Ils sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou à défaut des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

ARTICLE 17 – ELECTION DE DOMICILE - LOI APPLICABLE - ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Pour l'exécution du présent Contrat, il est fait élection de domicile par chacune des parties en leur siège social respectif.

Le présent contrat (Conditions générales et Conditions particulières) est régi par le droit français.

Pour le règlement de toute contestation ou de tout litige qui pourrait se présenter au sujet du présent contrat, les parties conviennent de rechercher, préalablement à toute procédure contentieuse, une solution amiable. A défaut d'accord, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social de la Banque.

